

**“ Le défi pour tout socialiste, ce n'est pas seulement la révolte contre l'injustice ; c'est de trouver les moyens de rendre la société plus juste ”**

# La lettre de SOCIALISME & DEMOCRATIE



Lettre hebdomadaire No. 88 - du 15 mai 2006 -- Directeur de la publication : Alain Bergounioux -- sixième année

## **Journal de campagne** **Rencontre nationale du 13 mai**



Ce sont plus de cinq cents militants de Socialisme & démocratie qui se sont retrouvés samedi 13 mai à l'Assemblée nationale autour de Dominique Strauss-Kahn pour se mobiliser

autour de sa candidature à l'investiture socialiste de novembre.

Après une introduction de Jean-Paul Huchon, Alain Bergounioux, Pierre Moscovici et Jean-Christophe Cambadélis sont intervenus pour dresser le cadre politique, dans lequel nous étions et dans lequel nous devons inscrire notre action. Après l'intervention de Dominique Strauss-Kahn un débat général a permis de préciser nos objectifs politiques.



**Alain Bergounioux** est intervenu pour expliquer dans quel contexte le projet socialiste devait être défini. En dressant un constat de la société française actuelle, caractérisée par une rupture des solidarités, l'individualisation des comportements, il a expliqué que

notre modèle de développement était inadapté.

Il s'agit donc de construire un projet socialiste axé sur la lutte contre les inégalités qu'on ne finit plus de constater. Il faut penser un nouveau modèle de développement plus solidaire basé sur l'égalité réelle et une politique plus innovante et plus durable. Nous ne sommes plus en 1997, désormais, il faut tenir compte d'un héritage lourd au niveau moral et financier. La droite a cassé la confiance dans le politique et elle n'a rien fait pour stimuler la croissance.

Alain Bergounioux a fait quelques propositions parmi lesquelles, le rétablissement et la redéfinition d'une vraie la confiance, le changement de la structure des dépenses

publiques « Plus de moyens pour ceux qui souffrent le plus Tout cela avec de l'audace et de l'intelligence.

**Pierre Moscovici** a expliqué dans quel conjoncteur européenne notre action se déroulait, c'est-à-dire, un an après la victoire du “non” au traité constitutionnel.



Pour lui, il s'agit de ne pas refaire le match. L'Europe institutionnelle est en panne, l'Europe politique est affaiblie et la responsabilité de cette situation repose

aussi bien sur les épaules de Barroso que des partisans du “non” qui avaient promis un rebond au lendemain de la victoire du “non”... On l'attend toujours ! Relancer un débat débouchant sur un projet constitutionnel est prématuré,

Cela dit, il nous appartient de reprendre la main en posant les fondations d'un redémarrage en répondant aux interrogations des citoyennes. Doubler le budget européen, élire un président de l'Union et nommer un ministre des affaires étrangères pour donner à l'Europe politique les moyens de son action et lui permettre de parler d'une seule voix sur le plan diplomatique. Enfin, Pierre Moscovici a souhaité que cet élection, comme l'ensemble des décisions soient prises à la majorité qualifiée. Il faut garder ses convictions et son sens de l'imagination, penser l'avenir de l'Europe, son élargissement ou son approfondissement sans frilosité, avec ambition, patience mais détermination.

“Mais, le projet socialiste est un socle commun, il ne pourra pas répondre à toutes les questions”, le candidat “doit l'incarner et l'enrichir avec sa sensibilité et sa couleur”, rétorque Pierre Moscovici.

“Dominique Strauss-Kahn a déjà au moins le soutien de 20% du parti, il lui faut 35%”, a ajouté le député européen pour qui une victoire est possible lors du vote des adhérents à l'automne.

□

# Journal de campagne

## Rencontre nationale du 13 mai

### Jean-Christophe Cambadélis (discours)



Il y a dans le pays comme un renoncement

Il y a dans le pays comme un évitement

Il y a dans le pays comme une fuite en avant

Mais il y a aussi un commencement

C'est l'exigence de notre peuple, la combativité de la gauche, et la détermination de notre candidat DSK à la présidentielle à redresser la France.

Car c'est de cela dont il s'agit.

Dans un monde incertain, oui l'Europe est en panne. Les nations en crise où rodent le nationalisme, l'intégrisme, les pandémies, le chômage de masse, l'exclusion et la misère.

La France va mal et les Français galèrent.

Dans ce monde malade de la mondialisation, il s'agit d'une course de vitesse contre l'effondrement de notre culture, de nos modèles, de nos repères.

Le marché a déjà tout envahit, il modifie les relations sociales, humaines et de représentations.

La bataille qui s'annonce pour le redressement de la France sera entre le renoncement et le renouveau. Il n'y en a qu'un qui ait pensé ce renouveau français, c'est Dominique Strauss-Kahn.

Oui il s'agit de cela.

La bataille entre le renoncement, c'est-à-dire l'adaptation aux exigences du marché et le renouveau de notre pays. Et il en a bien besoin.

Le règne de Chirac fut un ballotement. La France a été livrée à elle-même, trompée, abandonnée, sans chemin.

Le chômage est en hausse, les inégalités s'envolent, les déficits galopent.

La France de 2006 va mal, plus mal, beaucoup plus mal qu'en 2002.

Et à ce dépôt de bilan économique et social, s'ajoute un désastre moral.

Le règne de Jacques Chirac a commencé par les affaires, il se termine par « l'affaire ».

Affaires d'Etat, affaire du clan où l'ambition de Villepin et de Sarkozy a pris en otage notre pays et a ruiné sa réputation. Pour sa défense, lorsqu'il n'insulte pas les fonctionnaires, Villepin invoque la nécessité de laisser travailler la justice. Comme si il s'agissait de cela.

Mais M. de Villepin, c'est la France qui est en cause, c'est elle qui est ridiculisée par vous et vos associés, un corbeau muet et un espion bavard.

Il ne s'agit pas de respect des procédures, il s'agit de cesser d'abîmer la France.

Quant à Jacques Chirac, l'indécision est devenue son royaume, il avait déjà promulgué une loi pour mieux la suspendre, il soutient avec acharnement un gouvernement suspendu à un fil, tout en préparant les conditions de son renvoi.

Le ministre de l'Intérieur enfin, il nous l'avait dit, il nous l'avait promis, il était revenu au gouvernement non pas pour aider la France, mais pour mieux contrôler ceux qui ourdissaient des complots contre lui. Mais au fait, si il disait cela lors de son retour à l'Intérieur, c'est qu'il savait déjà quelque chose.

M. Sarkozy, victime un peu jubilatoire, ne cesse de dire aux Français que son gouvernement composé des membres de son parti appartenant à sa famille politique, il y avait je cite « des apprentis comploteurs cherchant à salir ».

Il a prononcé ces jours derniers, un discours à Nîmes, un prononciamento d'opérette contre Chirac, appelant le peuple à se mettre debout alors qu'il l'on mis socialement à genoux.

Mais M. Sarkozy, puisque vous aimez la formule de Jean-Marie Le Pen, il faut vous l'appliquer.

Un gouvernement « on l'aime ou on s'en va » !

Cela dit, il nous appartient de reprendre la main en posant les fondations d'un redémarrage en répondant aux interrogations des citoyennes. Doubler le budget européen, élire un président de l'Union et nommer un ministre des affaires étrangères pour donner à l'Europe politique les moyens de son action et lui permettre de parler d'une seule voix sur le plan diplomatique. Enfin, Pierre Moscovici a souhaité que cet élection, comme l'ensemble des décisions soient prises à la majorité qualifiée. Il faut garder ses convictions et son sens de l'imagination, penser l'avenir de l'Europe, son élargissement ou son approfondissement sans frilosité, avec ambition, patience mais détermination.

Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur à mi-temps, candidat à plein temps, voudrait nous faire croire qu'il n'est pour rien dans l'état de la France.

Président de l'UMP, Ministre de l'Intérieur par deux fois, ministre de l'Economie et des Finances, on lui doit cette France qui prend l'eau où les Français écopent, pendant qu'il pérore sur le jour d'après.



Pour faire oublier ce bilan, Sarkozy a décidé de précipiter la France dans la rupture avec sa culture, dans l'adaptation à l'anglo-saxon.

Pour donner le change, il va provoquer la crise totale. Car enfin, par quel miracle les Français qui ont refusé le CPE, dont Sarkozy réclamait la paternité, accepteraient demain la mise en cause totale de notre code du travail ?

L'élection de Sarkozy, ce serait l'affrontement des Français provoquant l'instabilité.

Mais pour éviter de répondre sur son bilan, Nicolas Sarkozy est prêt à tout, il se propose même de construire le bloc des droites avec comme programme commun un néo-conservatisme à la française.

Si l'orientation est redoutable pour la France, l'alliance est pathétique pour le pays, il nous faut un champion capable de conjurer cette ambition de malheur et pour nous c'est DSK.

Face au leader de la droite son bilan et son destin, la gauche a besoin d'une stratégie étayée, d'un projet renouvelé et d'un candidat...

Commençons par la stratégie, l'immense mouvement du CPE a mêlé dans une même réprobation, la jeunesse scolarisée, les salariés. Elle a réuni dans un même mouvement la CFDT, la CGT, en passant par l'UNSA, la FSU et SUD. Sur le plan politique le bloc du refus allait de l'UDF à la LCR.

Il fit vaciller Sarkozy, c'est ce refus là qu'il faudra mettre en mouvement au deuxième tour de la présidentielle.

Il ne se constituera, ni autour d'un néo-communisme, ni autour d'un deuxième centre.

Ni dans la protestation gauchisante, qui cherchera toujours plus loin sur sa gauche une approbation qui ne viendra jamais.

Ni dans cette stratégie, aujourd'hui bien à la mode qui consiste à aller sur le terrain de la droite pour lui dérober ses thèmes. Le cœur du 2ème tour de la présidentielle, c'est un réformisme radical, social-démocrate, parce que l'enjeu politique de la présidentielle est la rupture avec notre modèle ou la refondation de notre pacte républicain et le trait d'union de cette refondation, c'est Dominique Strauss-Kahn.

Mais on ne gagnera pas non plus sur un rejet, les courtes victoires de Merkel et de Prodi en sont la démonstration. La confiance doit se construire sur un projet, sur des solutions, la crise de la démocratie Française n'est pas due à la crise de la parole, mais à la crise des solutions.

Le ressentiment des Français n'est pas dû à une parole confisquée par des élites, mais principalement par des élites incapables d'offrir un chemin de protection dans la mondialisation quant il ne justifie pas les lendemains qui déchantent.

Voilà pourquoi notre projet a une telle importance, voilà pourquoi le candidat à la présidentielle doit avoir une

configuration si particulière.

Face à la catastrophe évidente, il doit avoir les moyens de la conjurer, c'est DSK.

Dans un monde malade de la mondialisation, il doit avoir des connaissances et une vision, c'est DSK.

Le candidat de la gauche doit avoir l'imagination pour changer l'offre politique de la gauche, la rendre audacieuse et crédible, c'est DSK.

Il ne suffit pas simplement de rendre la parole au peuple, c'est essentiel, il faut rendre le chemin de l'alternative praticable, c'est DSK.

Ce candidat devra enfin gouverner dans la durée, pas simplement gagner l'élection mais diriger un pays, c'est DSK.

Mais pour ce faire, il devra affronter un Sarkozy prêt à tous, alors pour nous l'anti-sarko c'est DSK.

Si nous sommes d'accord que le cœur de la question c'est la réponse économique et sociale dans la mondialisation, alors nous avons l'homme qui est à l'économie, ce que Sarkozy était à la sécurité, mais lui réussira, parce qu'il a un but, qui n'est pas lui-même.

Dans cette présidentielle, tout est ouvert, tout est possible, rien n'est plié, rien n'est figé, alors de grâce, que l'on ne nous congédie pas d'un coup de menton. A ceux qui nous

disent et ils sont peu nombreux, parfois en responsabilité grâce à nous, dégagez, circulez, nous opposons une froide et courtoise détermination.

Qui peut croire que nous nous sommes donnés comme but, le redressement de la France, son renouveau juste, sa place et sa voix dans la mondialisation et que nous allons courir comme des lapins parce qu'on nous donne l'ordre, sondages à l'appui de disparaître.

Si il avait écouté les sondages, Mitterrand ne serait jamais devenu Président, Si il avait écouté les rodomontades d'appareil, Michel Rocard, ne lui aurait jamais tenu tête, si il avait suffi de mettre un genou à terre parce que le moment n'était pas le meilleur, Jospin ne nous aurait pas conduit à la victoire et Jack Lang serait Maire de Paris.

Mais oui, Ces camarades veulent gagner sur le tapis vert des sondages parce qu'ils ne veulent pas nous affronter sur le terrain des idées et ces sondages nous ont conduit à la déroute en 2002. Nous nous proposons d'en douter, alors il faudra qu'ils s'y fassent, DSK est candidat...

Et ici, comme lors du référendum interne du Parti Socialiste, il faut respecter le vote des militants.

□



# Journal de campagne

## Rencontre nationale du 13 mai

### Dominique Strauss-Kahn

Dominique Strauss-Kahn a déroulé son programme dont le maître-mot était le “renouveau” des pratiques, de la stratégie et du “modèle de développement”. Mais il a prévenu que “la victoire n’est pas acquise” et que la bataille sera difficile”. Selon lui, le candidat de la gauche risque de se trouver en 2007 “au coude à coude, à 50/50” face au président de l’UMP Nicolas Sarkozy.

“L’adversaire n’est pas n’importe qui : l’homme est puissant, c’est un combattant redoutable, il est compétent et il sait débattre”, a-t-il prévenu.

“Nous ne pouvons pas croire que nous gagnerons simplement parce que n’importe quel socialiste, n’importe quel homme ou femme de gauche, sera candidat face à lui”, a-t-il argué. “Il y faudra de la conviction, du projet, de la compétence et la capacité de donner aux Français la confiance pour l’avenir”, a-t-il dit, autant d’atouts, qu’il estime réunir. Ses partisans ont déroulé une banderole : “DSK, le meilleur contre Sarko”.



Si le nom de Ségolène Royal n’a pas été cité, son ombre planait. Jean-Paul Huchon, président de la région Ile-de-France, a affirmé que c’est “sur le fond qu’on peut gagner la présidentielle”, dans un reproche voilé à la députée des Deux-Sèvres accusée par ses détracteurs d’absence de programme.

DSK et ses proches réclament des débats publics avec les autres présidentiables, alors que la direction du parti est réticente arguant du fait que tous sont censés défendre le projet du PS qui sera adopté le 1er juillet.

□

Retrouvez l’intégralité du discours en vidéo sur  
[www.blogdsk.net](http://www.blogdsk.net)  
et  
[www.socialisme-et-democratie.net](http://www.socialisme-et-democratie.net)





Si nous sommes saisi d'un doute à propos de la victoire de Ségolène Royal, ce n'est pas principalement à cause de notre désaccord politique bien connu au Parti Socialiste.

Nous ne pensons pas que la crise démocratique française soit due à un déficit de parole comme nous le dit Ségolène Royal ; Mais à la panne des solutions économiques et sociales dans la mondialisation. Si nous voulons de l'ordre dans la nation, ce n'est pas au même endroit que notre camarade. Dans la société nous voulons une liberté ordonnée mais dans l'économie et le social, nous ne partageons pas les idées de Tony Blair. D'ailleurs la droite nous le reproche. Quant à l'égalité réelle, chacun sait qu'il s'agit de l'étendard, de l'apport de Dominique Strauss-Kahn depuis des années mais nous sommes prêts à la partager.

Ce n'est pas non plus à cause de notre désaccord stratégique. Nous ne croyons pas que l'on puisse battre Sarkozy, qui articule sa candidature sur un bloc des droites, avec une stratégie néo-communiste. Mais encore moins en tentant de forger la stratégie du deuxième centre. Cette OPA sur les idées des autres ne sert pas les nôtres.

Nous, nous militons pour un réformisme radical et social démocrate, nécessaire à la France. Cette dernière ne veut ni la rupture, le CPE l'a montré, ni l'immobilisme, le peu de succès des listes de l'extrême aux régionales l'ont démontré.

Nicolas Sarkozy propose aux droites un programme commun néo conservateur. Voilà pourquoi le projet socialiste a tant d'importance, même s'il ne règle pas la question du dessein, propre du candidat à la présidentielle. L'élection à la présidentielle est à deux tours et il ne s'agit pas simplement de gagner au premier. Il faut rassembler au second. Nous pensons que l'espace de la contestation de la ligne Sarkozy qui va de l'UDF à la LCR a besoin d'une colonne vertébrale. Le pas de plus fait par l'UDF, dans le vote de Bayrou pour la censure confirme cette convergence partielle sur la nature et l'ampleur de la crise, même si nous divergeons sur les moyens. Il faudra donc un projet et un réformisme radical social démocrate au premier et au second tour.

François Hollande nous dit : « il n'y a pas de problème pour Ségolène, puisque le programme socialiste sera celui du candidat ». Nous ne nous souvenons pas que François Hollande ait employé la même méthode en 2002. Le projet socialiste préparé par Martine Aubry n'a pas interdit celui de Lionel Jospin à la présidentielle.

Pourquoi les libertés de 2002 seraient elles contestées au candidat de 2007. A moins que l'on estime que c'est précisément le programme Jospin qui fut la raison de l'échec. Mais alors il aurait fallu le dire dès le Congrès de Dijon. Le candidat socialiste doit avoir sa couleur. Et il serait par ailleurs dangereux d'opposer au dessein de fer de Sarkozy une parole émoullente. Cette présidentielle appelle projet contre projet, dessein contre dessein. De toute façon, Ségolène elle, a déjà répondu, son programme sera ce qu'en feront les internautes. Elle le publiera en septembre après l'adoption de celui du PS en juin. Non, tout cela, sans être secondaire, n'est pas la principale raison de notre inquiétude.

« Ségolène est populaire » nous dit François Hollande et « chaque socialiste devrait s'en flatter ». Ce qu'il ne nous dit pas c'est pourquoi le PS ne l'est pas. Et si cette popularité était la sanction paradoxale d'un PS sans projet mobilisateur. Bref, une envie de faire « turbuler » la gauche. Comme nous l'avions perçu en 2002 autour des sondages faméux de Jean-Pierre Chevènement.

N'y a-t-il pas d'abord et avant tout, dans la gauche, puis dans le pays, une formidable envie d'un autre chemin? N'y a-t-il pas la recherche d'une nouvelle génération d'idées?

Des solutions audacieuses et crédibles pour l'emploi, la croissance, l'innovation, la recherche, le logement et la sécurité. Des solutions pour un renouveau, une renaissance de la France et non pas de la faire disparaître, dans les impératifs du marché, comme le propose Sarkozy. N'y a-t-il pas aussi à gauche une angoisse diffuse face à la solution rupturiste de Sarkozy.

On ne peut pas en rester à la popularité. Elle est nécessaire mais pas suffisante pour gagner.

Nous savons tous que la désignation du candidat lui fera faire un grand bond dans les sondages.

La côte de popularité de Michel Rocard a pris 17 points entre mars 1988 et juin 1988. Celle de Lionel Jospin 32 points entre novembre 1994 et mars 1995. Et en 1997, elle prendra 22 points entre avril et juillet.

Nous avons tous qu'en décembre 1980, 70% des français pensaient que Valéry Giscard d'Estaing allait être élu contre 11% pour François Mitterrand. En janvier 1995, 70% des français pensaient que Edouard Balladur allait être élu contre 12% pour Jacques Chirac. Et même en mai 2001, 27% des français avaient l'intention de voter pour Lionel Jospin au premier tour.

Nous le savons tous, il y a une bulle sondagière avec des soutiens inconstants. Le dire, ce n'est pas porter atteinte



à sa destinataire, c'est décoller la gauche. Nous n'avons pas encore battu Sarkozy. Il y a à forger un projet, il y a à construire un programme partagé avec les citoyens de gauche et les formations politiques. Il y a la nécessité de faire naître un espoir étayé. Il y a urgence à se concentrer sur cet objectif.

Si l'on met à part 1988 – François Mitterrand fait 34, 1% au premier tour, alors qu'il est président sortant dans une cohabitation qui a éreinté Chirac – Lorsqu'un candidat s'est présenté, seul son score a toujours été compris entre 16 et 25%. Aujourd'hui, Ségolène Royal en évitant de trop parler –elle en rit elle-même : « même quand je me tais, cela fait du bruit »- est donnée entre 30 et 34% d'intentions de votes au 1er tour.

Eh alors ? Tant mieux me répondra t-on ! Sûrement pour sociologie des phénomènes sondagers. Mais les faits sont têtus. Cette embellie est principalement due à un électorat traditionnellement moins assidu aux rendez-vous électoraux, les 18/24 ans. 34% au référendum constitutionnel, 52% aux élections régionales, 40% au 1er tour des élections législatives etc.

Peut-on construire une telle assurance avec une telle spéculation ? Evidemment on me trouvera bien grincheux ! Boudant ma joie. Mais je me suis juré depuis avril 2002 de ne plus me faire embarquer par les sondages. On me disait le « oui » au référendum sur le traité constitutionnel est plié à l'avance. On me disait les jeunes sont favorables au CPE parce que « c'est mieux que rien ». Un bon sondage n'émancipe pas le Parti Socialiste à travailler la société française pour la faire évoluer. Trop de bons sondages détournent le PS de son projet, de son union. Je peux aujourd'hui me tromper, c'est possible. Mais je verse un dernier argument. Comment peut-on construire un engouement décisif sur un deuxième tour si court ? A un an de la présidentielle où Ségolène Royal battrait Nicolas Sarkozy d'un ou de deux points ?

Il ne s'agit pas d'un pronostic, nous dit-on, mais de la photographie d'aujourd'hui. Mais c'est précisément là que le bas blesse. Pourquoi avec un tel 1er tour, n'écrase-t-on pas Sarkozy ? Pourquoi alors que Chirac est en faillite, Villepin au bord de la démission, alors que la France fut dans la rue, les banlieues sont dans l'émeute, l'éthique est à terre, sans évoquer le reste... Ségolène ne gagne que d'un ou deux points. La gauche est basse, nous dit-on. Le problème ne serait-il pas alors comment la mobilise-t-on ? Plutôt qu'un hurra satisfait. Nicolas Sarkozy qui a préempté le vote FN à plus de 80% serait déjà battu ? Et sur un simple rejet ? Celui-ci reste à démontrer, tout au moins à orchestrer. Mais l'exemple de l'Allemagne, de l'Italie ne nous a-t-il pas démontré que le rejet n'est pas suffisant ?

Il y a là une erreur qui est dramatique pour la gauche et le pays. Il y a une illusion collective qui n'est qu'un renoncement à penser l'alternative, à bâtir la dynamique du changement.

Ségolène Royal doit être jugée, non sur des performances

sondagières mais sur ses qualités à mener la gauche, à battre Sarkozy, à gouverner et représenter la France. Rien ne dit qu'elle n'emporte pas ainsi les suffrages des militants et du pays. Notre inquiétude n'est pas personnelle, elle est politique. Nous savons qu'il est politiquement incorrect de présenter ces objections à un phénomène sondager et féminin. Nous connaissons les réflexes d'appareil visant à réduire l'analyse politique à un sectarisme politique. Mais il s'agit de la France. Il s'agit du PS et de la gauche. Il s'agit de battre Sarkozy, car sa victoire ne serait pas anodine pour le devenir. Il ne s'agit pas in fine d'être désigné, de seulement gagner. Il faudra gouverner dans la durée. Cela nécessite quand même autre chose qu'un haussement d'épaules. Cela nécessite un débat. Et dire que tout est plié à partir des sondages est une dramatique erreur. Les militants socialistes et les nouveaux adhérents ont le droit de savoir. On ne les a pas fait venir pour plébisciter des sondages. Si on veut en faire des militants, commençons par leur offrir un vrai et respectueux débat politique. Démontrons à la France qu'au Parti Socialiste on débat dans le respect où échange politique et solutions cela préfigure l'intérêt général pour notre nation.



## A lire



### Fragments d'un discours réformiste

Trois ans après l'Année zéro de la gauche, Laurent Baumel reprend la plume pour nous proposer sa "Contribution au renouveau doctrinal de la gauche française". Cet essai entend démontrer qu'en définitive la gauche peut retrouver une assise doctrinale et un contenu mobilisateur. Ce livre ouvre la voie à une renaissance

des perspectives de l'utopie et de la passion politique.

*Fragments d'un discours réformiste* - Contribution au renouveau doctrinal de la gauche française, L'Aube, 2006. 16 euros



« Il y faudra de la conviction, du projet, de la compétence  
et la capacité de donner aux Français la confiance pour l'avenir ».

SOCIALISME &  
DEMOCRATIE  
JEUNES

Un an après leur séminaire de Nîmes, les jeunes de socialisme et démocratie ont souhaité relever le défi du débat et de la convivialité dans le département d'élection de DSK. Les jeunes de socialisme et démocratie déclineront des thématiques présentes dans le projet des socialistes : "la personne, le groupe, la République", "libertés publiques et sécurité", "l'organisation de la démocratie politique, sociale et participative", "l'insertion professionnelle des jeunes", et confronteront leurs points de vue lors d'ateliers. Nous discuterons également des enjeux de la période politique qui s'ouvre avec le lancement de la campagne interne pour l'investiture du candidat à la présidentielle (en présence d'Alain Bergougnieux, secrétaire national aux études).

Les jeunes de socialisme et démocratie dans le Val d'Oise sont particulièrement fiers d'accueillir cette année cette rencontre. En effet, le samedi, nous nous retrouverons à l'université de Cergy-Pontoise, voulue par Michel Rocard, elle est au cœur de l'une des rares villes populaires à avoir approuvé le Traité constitutionnel. Le dimanche, est organisée une rencontre avec Dominique Strauss-Kahn, au cœur même de sa circonscription, à Villiers-le-Bel.

Garance Yayer (sdj 95)

## 2<sup>e</sup> séminaire national 27 - 28 mai 2006 - Cergy et Villiers-le-Bel

### Programme

Samedi 27 mai

9h30 – 18h : **Université de Cergy- Pontoise, Site des Chênes, Cergy**  
( RER A, Cergy-Préfecture A15 sortie 9, Centre ville, Préfecture, puis suivre Université )

**Matin :** Enjeux de la période politique – Avec Alain Bergougnieux, et Alain Richard, puis ateliers thématiques.  
**Après-midi :** Ateliers thématiques et clôture de la journée par  
Dominique Lefebvre, Premier Secrétaire fédéral du Val d'Oise et Maire de Cergy.

Dimanche 28 mai

**Salle du Puits la Marlière, Villiers-le-Bel**

9h30-12h30 : Rencontre avec Dominique Strauss-Kahn, en présence de Raymonde le Texier, sénatrice du Val d'Oise et Didier Vaillant, Maire de Villiers-le-Bel.

Renseignements et inscriptions sur "[contact@socialisme-et-democratie.net](mailto:contact@socialisme-et-democratie.net)"



# J - 7

## Le 23 mai, paraîtra le livre de Dominique Strauss-Kahn

Chaque semaine, de nouveaux abonnés,  
faites connaître autour de vous,  
rejoignez-nous, exprimez-vous, Contactez-  
nous :

Par mail :

[lettre@socialisme-et-democratie.net](mailto:lettre@socialisme-et-democratie.net)

Par téléphone : 01 53 63 40 03 (Damien)

01 40 63 68 57 (Karine)

Par courrier :

Socialisme & Démocratie -

7, rue de la Planche 75007 Paris



**Dominique Strauss-Kahn**  
est l'invité de **Jean-Michel Apathie**  
mardi 16 mai à partir de 7h50 sur



**LA COLÈRE DES ÉLUS**

Pour signer l'appel  
[www.lacoleredeselus.com](http://www.lacoleredeselus.com)

**CETTE LETTRE EST AUSSI LA VÔTRE, LISEZ-LÀ, DIFFUSEZ-LÀ, PARLEZ-EN, CONTRIBUEZ-Y**

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

TÉLÉPHONE

MAIL

ABONNEMENT 15 EURO

SOUTIEN

30 EURO